



# AIDE À LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN OUTRE-MER

## Le dispositif d'aide à la rénovation énergétique

A travers la mise en œuvre du Plan d'Investissement Volontaire, Action Logement réaffirme sa volonté de permettre aux ménages ultramarins d'accéder à des logements de qualité grâce au déploiement de différents dispositifs. Dans ce cadre, une aide adaptée au climat des départements d'Outre-mer est mise en place au service de la rénovation énergétique. A ce titre, un engagement conséquent est consacré jusqu'au 31 décembre 2022 avec une enveloppe de 20 millions d'Euros, représentant plus de 1000 ménages salariés modestes.

### UNE INTERVENTION EN FAVEUR DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE À DESTINATION DES MÉNAGES SALARIÉS MODESTES.

L'aide est délivrée sous forme d'une subvention aux salariés modestes afin de permettre la concrétisation de leur projet de rénovation énergétique tout en limitant leur reste à charge.

- Jusqu'à **20 000 € de subvention pour les propriétaires occupants** et jusqu'à **15 000 € pour les propriétaires bailleurs**.
- Une **aide cumulable** sous conditions et dans la limite du coût total des travaux, avec l'Eco-PTZ, Ma Prime Rénov et tout autre aide ou dispositif existant localement.
- Une **possibilité de prêt complémentaire** à taux préférentiel pour financer les travaux de rénovation ou réhabilitation supplémentaire.

#### LES BÉNÉFICIAIRES

- Propriétaire occupant de la résidence principale, salarié du secteur privé ou assimilé et agricole, sous plafond modestes (cf. Annexe 1)
- Propriétaire bailleur, salarié du secteur privé ou assimilé et agricole, sous plafond modestes (cf. Annexe 1)
- Propriétaire bailleur louant ou s'engageant à louer à un salarié du secteur privé ou assimilé (EPIC...) et agricole, sous plafond modestes (cf. Annexe 1)

*Salariés, quelle que soit la taille de l'entreprise  
(cf. Annexe 2 - conditions d'éligibilité des entreprises)*

#### LES OPÉRATIONS FINANÇABLES

**En priorité, les travaux de rénovation adaptés au climat portant sur :**

- La protection contre les rayonnements solaires des toitures, des murs et baies donnant sur l'extérieur, le cas échéant, associés à l'installation de brasseurs d'air fixes
- L'installation de régulation ou de remplacement de système de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire performants
- En complément, des travaux de mise en sécurité électrique.

**Un crédit engage le bénéficiaire et doit être remboursé. Celui-ci doit vérifier ses capacités de remboursement avant de s'engager.**



# AIDE À LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN OUTRE-MER

## L'intervention d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage

Le bénéfice de l'aide à la rénovation énergétique d'Action Logement repose sur l'intervention obligatoire d'un opérateur d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO). Acteur incontournable, celui-ci a pour mission d'accompagner le ménage dans l'élaboration du programme de travaux, dans l'optimisation du plan de financement notamment en mobilisant les aides appropriées. Afin d'assurer une amélioration de la performance et du confort énergétiques, le recours à un bureau d'études thermiques devra être privilégié, notamment dans la perspective de limiter les surfacturations.

**UNE INTERVENTION D'UN AMO, EN PRIVILÉGIANT LE RECOURS À UN BUREAU D'ÉTUDES THERMIQUES POUR ASSURER DES TRAVAUX ADAPTÉS (CONFORT D'ÉTÉ, GAIN ÉNERGÉTIQUE...)**

Être Assistant à Maîtrise d'Ouvrage pour l'aide à la rénovation Action Logement a pour intérêt :

- **D'être identifié facilement auprès de ménages éligibles** à travers le site Action Logement et le réseau des Espaces conseillers FAIRE.
- **De bénéficier d'une prise en charge par Action Logement pour le compte du bénéficiaire** selon un barème avantageux (cf. Annexe 3). Le paiement des honoraires est effectué à réception des travaux.
- **D'accompagner les clients en proposant l'ensemble des aides mobilisables** pour valoriser le plan de financement et limiter le reste à charge.

### LES MISSIONS DE L'AMO

Action Logement a fait le choix de rendre incontournable l'assistant à maîtrise d'ouvrage pour s'appuyer sur son expertise en matière de rénovation énergétique. Les missions comportent la réalisation des prestations principales suivantes :

- **La réalisation d'un diagnostic technique** intégrant un volet thermique présenté ci-après.
- **La réalisation d'un diagnostic thermique et énergétique** pouvant être confié à un prestataire disposant de référents et d'expériences suivant les référentiels utilisés dans les territoires (<https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/sare-actes-metier-guide.pdf>).
- **La réalisation d'une synthèse et une ordonnance des travaux** entre le diagnostic technique intégrant tous les lots du bâtiment.
- **Une assistance administrative dans le projet de travaux** de rénovation énergétique de l'habitat.
- **Une assistance dans le montage du financement de l'opération** de travaux de rénovation énergétique de l'habitat.
- **Une assistance au contrôle de la conformité** des travaux réalisés.
- **Une information sur le réseau des Espaces conseillers FAIRE** (Guyane, Mayotte, Réunion, Guadeloupe) auprès des ménages accompagnés.



# AIDE À LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN OUTRE-MER

## La démarche AMO préalable à la mobilisation de l'aide

Dans le cadre de la mobilisation de l'aide rénovation Action Logement, l'AMO doit être en capacité de réaliser les principales missions demandées qui devront figurer au contrat avec le bénéficiaire. Les opérateurs peuvent être des organismes habilités par l'Anah ; exerçant une activité d'ingénierie sociale, financière et technique ou une activité de maîtrise d'ouvrage (Cf. Annexe 4). L'accompagnement des ménages en tant qu'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage pour l'aide rénovation suppose une vérification préalable par Action Logement dans le cadre de ses obligations légales et réglementaires de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Les AMO devront être en capacité de transmettre les pièces justificatives requises.

### UNE DÉMARCHE DE VÉRIFICATION PAR ACTION LOGEMENT PERMETTANT D'ACCOMPAGNER LES MÉNAGES DANS LA MOBILISATION DE LA SUBVENTION RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE.

Les étapes préalables pour les AMO souhaitant mobiliser l'aide rénovation sont les suivantes :

1. **Transmettre le mail type ci-joint avec les pièces demandées** à l'adresse dédiée : [amo.als@actionlogement.fr](mailto:amo.als@actionlogement.fr)
2. **Réceptionner la confirmation par mail d'Action Logement avec l'attestation** pouvant être présentée aux bénéficiaires éligibles.
3. **Prendre connaissance du guide AMO** pour accompagner au mieux le ménage éligible dans le cadre de la demande d'aide Action Logement.

**Les demandes doivent être adressées au plus tard d'ici le 31 août 2021.**

#### A SAVOIR

Quelques informations sont à prendre en compte :

- **Le versement des honoraires AMO par Action Logement intervient uniquement au terme du processus**, à réception des travaux et après le déblocage des fonds au bénéficiaire, sans acompte possible.
- **Les travaux de rénovation énergétique ne doivent démarrer qu'une fois** le plan de financement vu par Action Logement et la convention de subvention signée par le bénéficiaire et Action Logement.
- **La prestation d'AMO est payée directement à l'AMO** sur présentation de la facture au nom du bénéficiaire. Un seul versement sera effectué après contrôle d'éligibilité des factures et de leur cohérence avec les devis. Il n'y a pas de versement d'acompte pour le paiement des honoraires de l'AMO.

Pour accompagner un bénéficiaire dans le montage du dossier de l'aide rénovation énergétique Action Logement, cette vérification de l'AMO par Action Logement Services est obligatoire. Une fois celle-ci effectuée, un guide d'accompagnement lui sera remis présentant les étapes et le mode opératoire de mobilisation de l'aide à la rénovation. **L'instruction de l'aide est effectuée uniquement via un format manuscrit / papier uniquement.**



### MAIL TYPE DE DEMANDE DE VÉRIFICATION À ACTION LOGEMENT

Bonjour,

Dans le cadre des demandes d'aides aux travaux de rénovation énergétique en Outre-Mer proposées par Action Logement, vous avez souhaité accompagner nos clients communs dans la souscription de cette subvention.

A cet effet, vous voudrez bien compléter ci-dessous les informations nécessaires pour que nous puissions vérifier votre demande en tant qu'AMO (Assistance Maîtrise d'Ouvrage) et nous transmettre, en une seule fois, les pièces justificatives (liste en PJ) sous 15 jours, à l'adresse mail suivante : [amo.als@actionlogement.fr](mailto:amo.als@actionlogement.fr)

1	N° SIRET AMO	
2	RAISON SOCIALE	
3	Adresse	
4	Code Postal	
5	Ville	
6	Nom d'usage du (des) Représentant(s) légal (aux) de l'AMO	
7	Adresse mail de contact	
8	Nom Prénom du contact	
9	Numéro de téléphone de contact	
10	Statut Juridique : <ul style="list-style-type: none"><li>• Association reconnue d'utilité publique,</li><li>• Autre association,</li><li>• Entreprise (SA – SARL – SAS ou autres statuts)</li><li>• Personne morale de droit public</li></ul>	
11	Réseau partenaire	
12	Périmètre d'intervention géographique (N° de départements)	

**Sans réponse de votre part, nous ne serons pas en mesure de vous rattacher les demandes d'aides correspondantes, de vous établir un Reporting sur l'état d'avancement de vos dossiers et de procéder aux règlements de vos factures d'honoraires.**

A l'issue de l'analyse de vos informations et pièces justificatives, nous vous ferons part de notre décision.

Cordialement,  
Action logement Services



### Pièces justificatives AMO

*Les pièces-justificatives demandées diffèrent en fonction du statut juridique de l'AMO.*

#### Associations d'utilité publique

- ☐ Extrait de parution JO ou Copie de l'arrêté portant agrément préfectoral pour les activités des articles L 365-2 à L 365-3 du CCH
- ☐ Organigramme administratif certifié conforme par le Président ou Procès Verbal ou Tableau de l'ensemble des dirigeants
- ☐ Pièce d'identité des représentants légaux (ensemble des dirigeants) valide
- ☐ Copie du décret en Conseil d'Etat de reconnaissance l'utilité publique
- ☐ Attestation d'assurance responsabilité civile précisant l'activité d'assistance à maîtrise d'ouvrage
- ☐ Relevé d'identité bancaire

#### Autres Associations

- ☐ Extrait de parution JO ou Copie de l'arrêté portant agrément préfectoral pour les activités des articles L 365-2 à L 365-3 du CCH
- ☐ Organigramme administratif certifié conforme par le Président ou Procès Verbal ou Tableau de l'ensemble des dirigeants
- ☐ Pièce d'identité des représentants légaux (ensemble des dirigeants) valide
- ☐ Attestation d'assurance responsabilité civile précisant l'activité d'assistance à maîtrise d'ouvrage
- ☐ Relevé d'identité bancaire



### Pièces justificatives AMO

#### Entreprises

*SA / SARL / SAS ou autres statuts*

- ☐ Extrait Kbis de moins de 3 mois
- ☐ Extrait de Kbis de moins de 3 mois de l'entité à laquelle est rattachée l'entreprise AMO
- ☐ Organigramme administratif certifié conforme par le Président ou Procès Verbal ou Tableau de l'ensemble des dirigeants
- ☐ Pièce d'identité des représentants légaux (ensemble des dirigeants) valide
- ☐ Attestation d'assurance responsabilité civile précisant l'activité d'assistance à maîtrise d'ouvrage
- ☐ Relevé d'identité bancaire

#### Personnes Morales de droit public

*EPCI / SPEE / EPL / SPL / SEM / GIP / PETR*

- ☐ Extrait Kbis de moins de 3 mois
- ☐ Pièce d'identité des représentants légaux (ensemble des dirigeants) valide
- ☐ Attestation d'assurance responsabilité civile précisant l'activité d'assistance à maîtrise d'ouvrage
- ☐ Relevé d'identité bancaire



### Pièces justificatives AMO

#### **Pièces complémentaires requisies concernant la qualification de l'AMO**

- ☐ Pour les organismes habilités par l'ANAH :  
copie de l'habilitation ANAH
- ☐ Pour les organismes exerçant une activité  
d'ingénierie sociale, financière et technique  
: copie de l'agrément de l'autorité  
administrative compétente
- ☐ Pour les sociétés d'ingénierie disposant  
d'une compétence reconnue en matière  
thermique et d'assistance à maîtrise  
d'ouvrage : Labellisation Reconnu Garant  
de l'Environnement (RGE)



## VOS CONTACTS EN TERRITOIRE

**Nos directeurs territoriaux et leurs équipes se tiennent à votre disposition** pour vous informer ainsi que vous accompagner pour que puissiez mobiliser et vous inscrire dans le déploiement de cette offre attractive au bénéfice des salariés modestes.

Vous pouvez les joindre aux coordonnées suivantes :



■ LA REUNION  
Sylvine FLORENTIN  
02 62 90 22 77 / 06 93 21 65 20  
[sylvine.florentin@actionlogement.fr](mailto:sylvine.florentin@actionlogement.fr)



■ MAYOTTE  
Lala RALAIMORIA  
06 29 81 16 90  
[lalaarisoa.ralaimoria@actionlogement.fr](mailto:lalaarisoa.ralaimoria@actionlogement.fr)



■ GUYANE  
Sarah BALPRASHAD  
05 94 31 56 08 / 06 17 22 03 68  
[sarah.balprashad@actionlogement.fr](mailto:sarah.balprashad@actionlogement.fr)



■ MARTINIQUE  
Jean-Philippe-Henry CHILLAN  
05 96 75 31 31 / 06 96 94 48 80  
[jeanphilippe.chillan@actionlogement.fr](mailto:jeanphilippe.chillan@actionlogement.fr)



■ GUADELOUPE  
Marie-Christine THAUVIN  
05 90 82 21 00 / 06 18 22 91 35  
[mariechristine.thauvin@actionlogement.fr](mailto:mariechristine.thauvin@actionlogement.fr)



■ GUADELOUPE / GUYANE  
Jean-Christophe BUCZEK  
05 90 38 29 66 / 06 18 22 38 85  
[jeanchristophe.buczek@actionlogement.fr](mailto:jeanchristophe.buczek@actionlogement.fr)





## PLAFONDS DE RESSOURCES MENAGES

Nombre de personnes composant le ménage	Plafonds de ressources annuels en Euros	Estimation des ressources mensuelles en Euros
1	19 074	1 766
2	27 896	2 583
3	33 547	3 106
4	39 192	3 629
5	44 860	4 154
Par personne supplémentaire	5 621	523

Source : Arrêté du 22 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 24 mai 2013 relatif aux plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Agence nationale de l'habitat (Anah). NOR : LOGL2035549A - publié le 31 décembre 2020 au Journal Officiel.

### RESSOURCES PRISES EN COMPTE

Plafonds de ressources annuels (montants indiqués en gras) : à comparer au revenu fiscal de référence N-2 du ménage. En 2021, prendre en compte le(s) revenu(s) fiscal(aux) de référence du ménage indiqué(s) en ligne 25 du(des) avis d'impôt 2020 sur les revenus de l'année 2019.

Toutefois, il sera tenu compte du revenu fiscal de référence de l'année N-1 si plus favorable.

Autres montants (en 2ème colonne) : estimation des ressources mensuelles par catégorie de ménage calculée sur la base du revenu fiscal de référence N-2 avant un abattement fiscal de 10%. Ce montant vous est donné à titre indicatif, le plafond annuel libellé en gras en 1ère colonne constituant le seul élément de référence réglementaire.



### CONDITIONS D'ELIGIBILITÉ SALARIÉS D'ENTREPRISES

Entreprises éligibles (peu importe la taille de l'entreprise) et leurs salariés :

- Entreprises privées ayant leur siège social en France ou à l'étranger (pour les salariés travaillant de façon permanente sur le territoire français).
- Organismes privés à financement public prédominant (secteur non marchand) : associations, organismes de protection sociale, hôpitaux à but non lucratif, SAFER (société d'aménagement foncier et d'établissement rural).
- Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC).
- Entreprises publiques hors EPIC : la Poste, EDF, Aéroports de Paris, Air France, Orange, France Télévision, DCNS, GDF Suez, GIAT industries-Nexter, Imprimerie national.

Ne sont pas éligibles les salariés de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics administratifs (EPA nationaux : Pôle emploi, Crous, CNRS, INRA, Inserm, France Agrimer, Chambres de commerce et de l'industrie, etc., EPLE, ÉPA des collectivités territoriales, hôpitaux publics, établissements médico-sociaux) et du secteur agricole.

Par ailleurs certains organismes, EPA comme Pole Emploi, collectivités, versent de la PSEEC, cela ne donne pas accès pour ses agents/employés aux aides du PIV qui n'ont pas fait l'objet de négociations et de contreparties au préalable.



## PAIEMENT PRESTATION AMO

**Montants pris en charge pour les AMO** : Les prestations d'AMO sont financées en priorité par les éventuels financements externes. Puis, les prestations d'AMO sont prises en charge par Action Logement Services, selon les montants maximums ci-dessous (fonction du profil et d'un financement externe). Les frais pris en charge sont TTC.

Cas 1	Propriétaire occupant ne bénéficiant pas d'autres aides ou financements	1 000 €
Cas 2	Propriétaire occupant bénéficiant d'autres aides ou financements	575 €
Cas 3	Propriétaire bailleur ne bénéficiant pas d'autres aides ou financements	1 225 €
Cas 4	Propriétaire bailleur bénéficiant d'autres d'aides et d'autres financements	900 €

**Paiement assistance à la maîtrise d'ouvrage** : La prestation d'AMO est payée directement à l'AMO sur présentation de la facture.



### CONDITIONS AMO

Le bénéficiaire doit justifier de l'intervention d'un opérateur assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) missionné par ses soins pour la réalisation des travaux. Les opérateurs AMO sont notamment :

- Les organismes habilités par l'Anah ;
- Les organismes exerçant une activité d'ingénierie sociale, financière et technique agréée au titre de l'article L.365-3 du CCH ;
- Les organismes exerçant une activité de maîtrise d'ouvrage agréés au titre de l'article L.365-2 du CCH ;
- Les sociétés d'ingénierie disposant d'une compétence reconnue en matière thermique et d'assistance à maîtrise d'ouvrage et labélisées Reconnu Garant de l'Environnement (RGE).